

nombre des bénéfiques de l'investissement étranger par la concertation judicieuse d'une série de politiques — taxes, tarifs, concurrence — destinées à accroître le rendement de l'économie canadienne; on y suggérait de confier à une agence de tamisage, dont la souplesse assurerait l'efficacité, le soin de régler les problèmes qui surgiraient. Tout comme le rapport Watkins, le rapport Gray débordait le cadre économique pour traiter des questions politiques, mais d'une façon généralement plus équilibrée. Il s'aventurait même dans le domaine social, notant la relation de «rétroaction permanente» entre l'investissement américain direct et la culture canadienne (p. 333). Après toutes ces louanges, il n'est que juste d'ajouter que le rapport laissait néanmoins plus d'un point obscur: cette mystérieuse «stratégie industrielle globale», par exemple, sur laquelle «toutes les mesures... s'aligneraient» (p. 494); les conséquences pratiques d'un «mécanisme d'examen» qui donnait à un «organisme administratif... le pouvoir de négocier pour tirer un meilleur parti de certaines catégories d'investisseurs étrangers» (p. 11); et le bien-fondé de l'assertion selon laquelle il est «souhaitable... de se demander s'il ne serait pas possible que ces relations [avec les États-Unis] aient dans certains cas moins de liens de dépendance et tiennent plus compte de l'intérêt du Canada» (p. 353).

En fait, le rapport Gray contenait assez de données pour tous ceux qui se préoccupaient de l'investissement américain. Il en contenait bien assez aussi pour ceux qui désiraient s'en servir pour étoffer le credo antiaméricain qu'ils appelaient «nationalisme». Mais, comme nous l'avons vu, ce processus de gauchissement existait bien avant que le rapport ne voie le jour.

### La clameur s'élève

On commença à pousser les hauts cris au début des années 60. Vers la fin de la décennie, ceux-ci s'étaient amplifiés au point de ne plus être qu'une clameur assourdissante.

Naturellement, on jouait toute la gamme. Il y avait les «geignards» comme George Grant, déjà tout prêt à tirer le rideau: «Le Canada a cessé d'être une nation, mais son existence politique officielle ne prendra pas fin tout de suite... [La fin] sera peut-être précédée d'une période pendant laquelle le gouvernement des États-Unis se devra de résister au profond désir d'annexion des Canadiens de langue anglaise». (*Lament for a Nation: The Defeat of Canadian Nationalism*, Toronto, 1965, pp. 86-87.) Suivaient les «hommes d'affaires-philosophes» comme Walter Gor-

don qui proclamait sans ambages le besoin urgent de racheter la maîtrise de l'économie canadienne, mettait en garde contre «l'adoption 'irréfléchie' d'une politique globale de libre-échange avec les États-Unis» et déclarait que l'industrie manufacturière canadienne en «serait dévastée». (D. Smith, *Gentle Patriot: A Political Biography of Walter Gordon*, Edmonton, 1973, pp. 280, 288, 293.) On retrouvait aussi dans le cortège les «économistes-politiciens» comme Eric Kierans qui chantait tout haut les louanges des acquisitions étrangères en 1963 et invectivait en 1966 le Trésor américain, qu'il accusait d'empiéter sur la souveraineté économique et politique du Canada en émettant des directives destinées à atténuer les pressions croissantes des sorties de capitaux sur la balance américaine des paiements. Il y avait les «gens des média» comme Peter Newman qui discourait pompeusement sur les affres de la contamination culturelle par les États-Unis. Et il y avait, bien entendu, les «intellectuels radicaux», partisans d'une indépendance nationale à la vieille Europe, dont la pertinence dans le Canada actuel et à venir serait, à tout le moins, douteuse. Ainsi, «Mel Watkins II», par exemple, beaucoup plus acerbe que le «Watkins I» du Groupe d'étude, était devenu un critique enflammé du capitalisme en général et du capitalisme américain en particulier; de même, Kari Levitt lançait un «appel aux armes» tout empreint de rhétorique néo-marxiste et d'affirmations gratuites: «Depuis vingt-cinq ans que les Américains y font de gros investissements directs, le Canada a vu décroître graduellement sa liberté d'action, à tel point qu'on peut se demander s'il pourra la retrouver». (*Silent Surrender: The Multinational Corporation in Canada*, Toronto, 1970, p. 116.) On retrouvait également les «experts québécois» qui avaient découvert par quelque révélation surnaturelle que, si seulement le Québec venait à un cheveu de la séparation, le Canada pourrait peut-être alors se différencier suffisamment pour se détacher des États-Unis.

Pourquoi cette explosion d'émotivité? On a déjà mentionné les lacunes des analyses effectuées dans les années 60. Mais une multitude d'autres facteurs doivent cependant entrer en ligne de compte: par exemple, l'interdépendance croissante entre le Canada et les États-Unis; l'ignorance et l'insensibilité que manifestaient les Américains à l'égard des questions bilatérales; l'aspect condescendant de la «diplomatie tranquille» préconisée par le Rapport Merchant-Heeney (*Principles for Partnership*); l'agitation causée dans tout le Canada par les perturbations sociales aux